

DELIBERATION N° 94/03-11 - AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE

Monsieur le Maire indique à l'Assemblée que par jugement en date du 18 Janvier 1994, le Tribunal Administratif de NANCY a rejeté la requête enregistrée le 24 Juillet 1991 sous le N° 91 639 présentée par Madame LECLERC. Ce recours faisait suite à un jugement du 11 Juin 1991 rejetant également la requête présentée le 25 Avril 1990 sous le N° 90 367.

Par requête en date du 9 Février 1994 enregistrée sous le N° 94 NC 00169, Madame LECLERC demande à la Cour Administrative d'Appel de NANCY d'annuler le jugement N° 91 639 du Tribunal Administratif.

Par ailleurs, elle a déposé un nouveau recours au Tribunal Administratif de NANCY enregistré le 25 Février 1994 sous le N° 94 182.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
par 24 voix pour et 3 contre, décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à ester en justice d'une part auprès de la Cour Administrative d'Appel de NANCY, et d'autre part auprès du Tribunal Administratif de NANCY,
- de désigner Maître THIRY, Avocat à NANCY, pour défendre les intérêts de la Ville dans ces deux affaires,
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 1994.